ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Circonscription de PLOËRMEL

Madame, Monsieur,

Notre circonscription de PLOERMEL connaît de graves problèmes sociaux et économiques.

Salaires les plus bas du département, conditions de travail les plus difficiles, chômage record (1 140 inscrits à l'Agence pour l'Emploi de PLOERMEL en décembre 77), exode rural massif (la population agricole a baissé de moitié depuis 1962, et d'un tiers depuis 1968), sous-équipement, difficultés pour les petites et moyennes entreprises (P.M.E.)...

Il faut être conscient du fait que ces problèmes proviennent de la crise de la société française dans son ensemble. En effet, PLOERMEL est en France et se trouve par conséquent frappée par la crise, comme toutes les régions françaises, même si chez nous, elle prend des aspects plus graves qu'ailleurs.

C'est pourquoi, il est parfaitement irréaliste ou mensonger de prétendre développer l'activité économique locale sans changer la situation au plan national. PLOERMEL n'aura pas d'économie saine si la France reste malade.

Ce n'est donc pas par des opérations ponctuelles, par saupoudrage local à caractère électoraliste, que l'on parviendra à résoudre les problèmes.

Votez pour le progrès social

Le mal ayant un caractère national il ne sera guéri que par des grandes mesures nationales indispensables pour mettre fin à la crise et permettre ainsi le développement de notre région :

— **Les mesures sociales** que nous proposons (augmentation du SMIC, des pensions, des allocations familiales...), en relançant la consommation populaire, contribueront à relancer l'activité économique locale, en procurant de nouveaux débouchés aux commerçants, aux petites et moyennes entreprises, et à l'agriculture.

— **Les nationalisations franches,** qui permettront un contrôle national des grandes industries du pays, rendront possible l'implantation de nouvelles entreprises dans les régions qui en ont besoin, comme la nôtre. (Il ne sera plus nécessaire de supplier un industriel qui n'y voit que son profit immédiat).

— **Des mesures spécifiques,** dans le domaine des crédits, de la fiscalité, des charges sociales, favoriseront le développement des P.M.E.

— **En ce qui concerne l'agriculture,** nous proposons des mesures précises pour garantir les prix à la production, mettre les terres en priorité à la disposition des exploitants familiaux, développer la coopération volontaire, favoriser l'installation des jeunes...

Enfin les Français doivent être maîtres de leurs choix, de leur avenir, c'est pourquoi il faut garantir l'indépendance nationale et disposer d'une défense efficace et moderne.

Mais pour atteindre ces objectifs, il faut s'en donner les moyens. Le programme commun actualisé doit prévoir : un champ indispensable de nationalisations véritables, l'impôt sur les grosses fortunes et celui sur le grand capital. A défaut d'avoir les moyens de tenir ses promesses, la gauche se condamnerait à faire la même politique que celle pratiquée par nos voisins allemands et anglais.

Le bon choix ne peut être que celui du progrès social. Il devra, il sera réalisé par un gouvernement de gauche comptant des ministres communistes dont la présence sera la garantie de la réalisation du programme commun, contre lequel ne manqueront pas de se mobiliser les forces de conservation du vieux système.

Votez pour l'union de la gauche

Mais cette politique nouvelle ne peut être que le résultat d'une union franche et loyale sur un bon programme de gouvernement, qui soit un engagement précis, chiffré, accompagné d'un calendrier d'application. Dans les discussions d'actualisation du programme commun, nous n'avons jamais voulu rédiger un second programme, ni faire un programme communiste. Notre seul objectif a été de donner toute son efficacité au programme commun de 1972. Le Parti socialiste quant à lui s'est écarté des engagements pris, a tourné le dos à la grande politique sociale du programme commun et repoussé les réformes de structures à 1980. Le projet de budget qu'il a établi pour 1978 ne comporte aucun moyen permettant de répondre dès Avril aux revendications populaires les plus urgentes.

Les communistes qui ne renonceront jamais à l'union ne ménageront aucun effort pour aboutir. Ils sont prêts à reprendre immédiatement la discussion sur le programme, le gouvernement et les désistements. Un bon accord clair provoquerait un grand élan populaire et la victoire serait assurée.

Pour l'instant, le Parti Socialiste s'obstine dans un refus dont chacun peut mesurer les conséquences. Mais les électeurs, les électrices ont un moyen efficace d'agir, ils peuvent sauver l'union, faire pencher la balance du bon côté. Pour cela, il faut nous aider le 12 mars, appuyer nos efforts.

Nous le disons à tous, y compris à ceux qui ne partagent pas toutes nos idées, mais qui veulent comme nous le changement, chaque voix apportée le 12 mars aux candidats communistes, c'est une voix contre la misère et l'austérité, c'est un pas vers un gouvernement de gauche avec des ministres communistes appliquant le programme commun.

Si vous le voulez, le 13 mars s'ouvrira la discussion avec nos partenaires pour la réalisation d'un programme de gouvernement, le 19 ce sera la victoire et votre vie commencera à changer.

Votez pour les candidats présentés par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Jean-Paul JARNO

34 ans, enseignant à Josselin
secrétaire de la section de Ploërmel

et sa remplaçante



Anne-Marie RIO

29 ans, mère de famille
Chapelle Caro

Imp. Centrale - Lorient